



Un étudiant camerounais a pu filmer des scènes de violences policières à l'intérieur d'un poste de police de Yaoundé, la capitale camerounaise, lundi 31 décembre. Il a envoyé ses vidéos à notre rédaction qui a pu les vérifier.

Ce genre d'abus des forces de l'ordre a déjà été documenté par le passé. Lionel (le nom a été changé pour des raisons de sécurité) est un jeune Camerounais parti étudier aux États-Unis, de retour au Cameroun pour des vacances.

Lundi 31 décembre en fin de matinée il se rend au poste de police du "pont de la gare" situé entre le marché de Mfoundi et la gare de Yaoundé, pensant y trouver son oncle, victime d'un vol sur le marché quelques heures plus tôt.

Les policiers lui demandent de patienter: "Dès que je suis arrivé, j'ai vu que le chef du poste était occupé : il était en train d'assister à la torture que pratiquait son collègue.

Il ne pouvait donc pas me recevoir tout de suite alors pendant que j'attendais j'ai pu filmer avec mon téléphone caché, les bras croisés et mon portable contre ma poitrine. Personne ne faisait attention à moi." Sur les deux vidéos que Lionel a fait parvenir à la rédaction des Observateurs de France 24, on voit un homme en maillot vert frapper au moins deux personnes assises par terre. Selon lui, cet homme serait un policier en civil.

Plusieurs autres personnes sont présentes dans la pièce, elles ne cherchent visiblement pas à l'empêcher de porter des coups.

« On est dans la logique du policier-roi, ils croient pouvoir faire ça en toute impunité » J'ai entendu l'un d'eux raconter leur histoire aux policiers en leur demandant pardon. Ce sont deux frères qui vendaient de la viande sur le marché. Ils se sont fait arrêter parce que leur emplacement n'était pas réglementaire.

Lorsqu'il a vu des gens venir en direction de sa marchandise pour faire fermer son étal, l'un des deux a essayé de se défendre, ne sachant probablement pas qu'il s'agissait de policiers en civil. Son frère est intervenu par la suite et les policiers les ont amenés au poste tous les deux. Ils ont demandé pardon pendant qu'ils recevaient les coups de pied mais ça ne servait à rien, les policiers n'écoutaient plus rien à ce moment-là.

J'ai vu les policiers leur demander d'enlever leurs chaussures. L'un des deux a refusé d'obtempérer, il disait : "je travaille, j'ai besoin de mes chaussures".

Les policiers l'ont frappé, il est tombé. Ensuite l'un des deux a commencé à lui frapper la plante des pieds avec le plat d'une machette. C'est ce qu'on voit sur la deuxième vidéo. Par moment ils lui demandaient de se mettre debout et de sauter pour toucher le plafond. Le policier faisait passer la lame de sa machette sous ses pieds en lui disant : "sautillez, sautillez !".

Des cas de torture au Cameroun selon une méthode similaire ont déjà été signalés en 2018 et en 2013. D'après notre Observateur, c'est le chef du poste que l'on voit dans la première vidéo assister au passage à tabac, vêtu d'un uniforme siglé "GSO" (Groupement spécial d'opérations, une branche de la police camerounaise censée être dédiée à la lutte contre le grand banditisme). "Je sais que c'est le chef de poste car c'est à lui qu'on m'a demandé de m'adresser pour mon oncle. Il est là, il laisse faire l'homme en vert.

On est dans la logique du policier-roi, ils croient pouvoir faire ça en toute impunité. Ici, si vous vous faites attraper par la police, vous êtes mal partis." Notre Observateur nous a transmis une autre vidéo, filmée lors de son arrivée au commissariat.

Nous ne la diffusons pas car elle pourrait compromettre sa sécurité. Sur ces images, il filme son entrée au commissariat, puis l'intérieur des locaux. Ces images permettent d'affirmer que les exactions visibles sur les premières vidéos ont bien été commises à l'intérieur du poste de police du GSO du marché de Mfoundi.

En voici des captures d'écran. La vidéo se termine à l'intérieur du poste de police et plusieurs éléments permettent d'identifier ce lieu comme celui dans lequel se sont déroulées les violences.

Une tâche sur le mur, visible dans les deux vidéos de violences, est aussi visible ici à l'arrière-plan : Nous avons essayé de joindre la police camerounaise et le GSO, sans succès. Si leurs réactions nous parviennent, nous les publierons ici.

observers.france24.com
